DOCUMENT DE TRAVAIL N° 1

ANNEXE D

**ACCORD SUR L'AGRICULTURE – NOUVEL ARTICLE POSSIBLE
DESTINÉ À REMPLACER L'ACTUEL ARTICLE 10:2 DE L'ACCORD
SUR L'AGRICULTURE****CRÉDITS À L'EXPORTATION, GARANTIES DE CRÉDIT
À L'EXPORTATION OU PROGRAMMES D'ASSURANCE***Définition*

1. Les Membres s'engagent à ne pas accorder de crédits à l'exportation, garanties de crédit à l'exportation ou programmes d'assurance si ce n'est en conformité avec le présent article. Ces crédits à l'exportation, garanties de crédit à l'exportation et programmes d'assurance (ci-après dénommés le "soutien au financement à l'exportation") auront le même sens que ce qui est prévu à l'article 10:2 de l'Accord sur l'agriculture du Cycle d'Uruguay et, en ce sens, englobent:

- a) le soutien financier direct, comprenant des crédits/un financement directs, un refinancement et un soutien de taux d'intérêt;
- b) la couverture du risque, comprenant une assurance ou réassurance-crédit à l'exportation et des garanties de crédit à l'exportation;
- c) les accords de crédit de gouvernement à gouvernement couvrant les importations de produits agricoles exclusivement en provenance du pays créditeur dans le cadre desquels une partie ou la totalité du risque est prise en charge par les pouvoirs publics du pays exportateur; et
- d) toute autre forme de soutien du crédit à l'exportation par les pouvoirs publics, direct ou indirect, y compris la facturation différée et la couverture du risque de change.

2. Les dispositions du présent article s'appliqueront au soutien au financement à l'exportation accordé par les entités suivantes, ci-après dénommées "entités de financement à l'exportation", ou pour leur compte, que ces entités soient établies au niveau national ou infranational:

- a) services gouvernementaux, organismes publics ou organes officiels;
- b) toute institution ou entité financière s'occupant de financement à l'exportation où il y a participation des pouvoirs publics sous forme de capitaux propres, d'octroi de prêts ou de garantie contre les pertes;
- c) entreprises commerciales d'État exportatrices de produits agricoles; et
- d) toute banque ou autre établissement financier, d'assurance-crédit ou de garantie privé qui agit pour le compte ou sur l'ordre des pouvoirs publics ou de leurs organismes.

Modalités et conditions

3. Le soutien au financement à l'exportation sera accordé conformément aux modalités et conditions énoncées ci-après.

- a) **Délai de remboursement maximal:** Le délai de remboursement maximal pour le soutien au financement à l'exportation au titre du présent accord, à savoir la période

commençant au point de départ du crédit¹ et se terminant à la date contractuelle du versement final, ne dépassera pas 180 jours.²

- b) **Autofinancement:** Les programmes de soutien au financement à l'exportation ou les parties de tels programmes qui sont visés par les dispositions du présent article s'autofinanceront. L'autofinancement sera considéré comme étant la capacité de ces programmes ou parties de ces programmes de fonctionner d'une manière telle que tous les frais d'exploitation, les pertes et toute autre forme de contribution financière subordonnée aux exportations autrement fourni³ au titre de ces programmes seront recouverts en temps opportun à un niveau commercialement viable sur une période (mobile) de [4] [5] ans.⁴

¹ Le "point de départ d'un crédit" sera au plus tard la date moyenne pondérée ou la date effective d'arrivée des marchandises dans le pays destinataire dans le cas d'un contrat prévoyant que les livraisons s'effectuent au cours de toute période de six mois consécutifs.

² Des exceptions seront faites pour les semences ([12] mois) et les bovins reproducteurs ([24] mois). En cas de non-remboursement dans le délai de remboursement convenu, l'exportateur sera autorisé à demander une indemnisation auprès de l'organisme de crédit à l'exportation uniquement dans un délai fixe qui ne dépassera pas [] mois.

³ En ce qui concerne les expressions "subordination aux exportations" et "contribution financière" utilisées dans cette disposition, elles sont interprétées comme ayant le même sens que dans le présent accord et dans l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires aux fins de la détermination du point de savoir si, *en fait*, à des moments donnés pendant la période considérée, une telle subordination aux exportations ou contribution financière s'est produite. En vertu de cette disposition, la détermination factuelle selon laquelle de telles situations se sont produites ne constitue pas en elle-même et à elle seule une détermination de l'absence de conformité avec cette disposition de l'Accord. La conformité avec la disposition est plutôt déterminée au moyen d'une évaluation brute du point de savoir si – quand bien même de telles situations se seraient produites – il y a eu recouvrement à un niveau commercialement viable sur la période, c'est-à-dire [4] [5] ans, et non à tout moment donné isolé pendant cette période. Il faut aussi souligner que ce niveau est applicable uniquement aux mesures qui répondent en fait à la définition figurant à l'article premier ci-dessus. Cette disposition ne peut pas être utilisée pour préserver ou contourner des obligations ou engagements en ce qui concerne toute autre mesure qui est par ailleurs incompatible avec les autres dispositions de l'Accord sur l'agriculture.

⁴ Il est reconnu que des situations de catastrophe (à savoir guerre, bouleversement climatique de vaste portée, catastrophe naturelle de grande ampleur telle qu'un tsunami) peuvent se produire et se produisent. Il est également reconnu que de telles éventualités pourront être et seront présumées être prises en considération dans les modalités et conditions des mesures offertes dans le cadre de ces programmes qui reflètent par exemple les évaluations des risques faites. Ainsi, l'évaluation globale à faire à la fin de la période de [4] [5] ans ne tiendrait normalement pas spécialement compte de ces questions. Elles seraient incluses, de la même manière que tous les autres aspects, dans l'évaluation brute à faire au cours de cette période sur la base du niveau normal de "viabilité commerciale". S'il y avait toutefois un cas rare dans lequel une catastrophe imprévisible particulièrement grave *causait en elle-même et à elle seule* un défaut de paiement extraordinaire au cours des derniers 18 mois de toute période donnée de [4] [5] ans, il serait possible de prendre en compte cette perte d'une manière strictement proportionnée si à elle seule elle signifiait que le retour à la viabilité commerciale ne se ferait pas. Cela ne serait admissible que dans les cas où le défaut de paiement en question serait uniquement imputable à la catastrophe et où il n'aurait pas pu être raisonnablement prévu ou pris en compte par l'entité considérée ou sur la base de ce qu'on aurait pu attendre qu'un opérateur commercial normal prévoie ou prenne en compte. Le programme en question devrait en outre retrouver quand même un niveau de viabilité commerciale compte tenu de ce défaut de paiement dans un délai ne dépassant pas deux ans à compter de la catastrophe elle-même ou dans les 12 mois suivant la fin de la période normale de [4] [5] ans, si cela intervient plus tôt.

Soutien au financement à l'exportation non conforme

4. Le soutien au financement à l'exportation qui n'est pas conforme aux dispositions du paragraphe 3 du présent article constitue des subventions à l'exportation aux fins du présent accord et sera donc éliminé dans la limite des niveaux de consolidation inscrits dans les Listes des Membres pour l'élimination des subventions à l'exportation.

Traitement spécial et différencié

5. Les pays en développement fournisseurs de soutien au financement à l'exportation seront admis à bénéficier des éléments suivants:

- a) Le délai de remboursement maximal pourra aller jusqu'à [360] jours.
- b) La période d'autofinancement prévue au paragraphe 3 b) pour les pays en développement sera de [6] [7,5] ans au moins. [Toutefois, dans le cas des crédits à l'exportation directs uniquement, les pays en développement Membres seront autorisés à avoir recours à certains ajustements conformément aux dispositions spécifiques de la note de bas de page x ci-après].

6. Les pays les moins avancés et les pays en développement importateurs nets de produits alimentaires dont la liste figure dans le document G/AG/5/Rev.8 bénéficieront d'un traitement différencié et plus favorable comprenant la possibilité d'un délai de remboursement en ce qui les concerne de [360 jours].

7. Dans des circonstances exceptionnelles auxquelles il n'est autrement pas possible de répondre de façon adéquate par des facilités de financement internationales, une aide alimentaire internationale ou un soutien au financement à l'exportation compatible avec les termes du présent accord, les Membres pourront être autorisés à offrir un soutien au financement à l'exportation temporaire *ad hoc* qui n'est pas par ailleurs conforme aux modalités et conditions énoncées aux paragraphes 3 a) et 5 a).

8. Dans de tels cas, une demande écrite sera adressée au Membre auprès duquel un tel financement à l'exportation est sollicité, de même qu'une copie de cette demande au Comité de l'agriculture pour l'information de tous les Membres. Dans les cas où un Membre recevant une telle demande estimera que de telles circonstances exceptionnelles existent, il notifiera conjointement avec le Membre demandeur au Comité de l'agriculture de l'OMC l'intention d'agir. Une telle notification spécifiera par écrit toutes les circonstances qui justifient un écart par rapport aux conditions autorisées au titre des dispositions pertinentes du présent article, ainsi que les détails du (des) produit(s) visé(s) de manière que les Membres exportateurs intéressés aient la possibilité de répondre. À cette fin, le Comité de l'agriculture examinera la notification à une Session extraordinaire du Comité de l'agriculture qui sera convoquée dans les 30 jours suivant la réception de la notification, ou à sa réunion suivante programmée, si celle-ci a lieu plus tôt. Au cas où des Membres ne feraient pas objection à la transaction, après l'examen, le Membre ayant reçu la demande pourra agir en conséquence. Les Membres présenteront, toutefois, des notifications *ex ante* au sujet de toutes les conditions plus favorables prévues pour ces circonstances exceptionnelles.

9. Au cas où des Membres feraient objection à la transaction, mais où les deux Membres concernés souhaiteraient agir quand même et, où il s'agirait d'un cas où le caractère essentiel de la transaction proposée a été déclaré comme répondant à un besoin humanitaire de denrées alimentaires de base, ils seront autorisés à le faire.⁵ Toutefois, la question sera renvoyée immédiatement à un

⁵ Dans les cas où la transaction sera déclarée comme étant de cette nature, il n'est pas interdit que cette transaction puisse effectivement être engagée avant la réunion effective du Comité lui-même, mais cela ne serait admissible que dans les cas où cette action préalable est elle-même justifiée au motif qu'il existe un besoin

groupe d'experts permanent qui rendra son jugement sur la transaction dans les 30 jours. Ce jugement sera contraignant pour les Membres et, au cas où il serait négatif, inclura des recommandations qui rétablissent effectivement le *statu quo ante*. Dans toute autre situation dans laquelle des objections demeurent et où les Membres concernés souhaitent agir, il pourra être demandé au groupe d'experts permanent de prononcer un jugement et toute transaction proposée sera différée dans l'attente de ce jugement.

10. En tout état de cause, le délai de remboursement maximal pour les arrangements de financement public temporaires dans des circonstances exceptionnelles n'excédera pas 360 jours dans le cas du paragraphe 3 a) et [540] jours dans le cas du paragraphe 5 a).

humanitaire en ce qui concerne les besoins de denrées alimentaires de base: c'est-à-dire qu'un retard compromettrait la réalisation de ces objectifs.

DOCUMENT DE TRAVAIL N° 2

ANNEXE E

ACCORD SUR L'AGRICULTURE – NOUVEL ARTICLE 10BIS POSSIBLE

**ENTREPRISES COMMERCIALES D'ÉTAT EXPORTATRICES
DE PRODUITS AGRICOLES**

1. Les Membres feront en sorte que les entreprises commerciales d'État exportatrices de produits agricoles soient exploitées en conformité avec les dispositions spécifiées ci-dessous et, sous réserve de ces dispositions, conformément à l'article XVII, au Mémoire d'accord sur l'interprétation de l'article XVII et aux autres dispositions pertinentes du GATT de 1994, de l'Accord sur l'agriculture et des autres Accords de l'OMC.

Entités

2. Aux fins des disciplines énoncées ci-après dans le présent article, une entreprise commerciale d'État exportatrice de produits agricoles sera toute entreprise qui répond à la définition pratique énoncée dans le Mémoire d'accord sur l'interprétation de l'article XVII du GATT de 1994¹ [dès lors que et uniquement dans la mesure où cette entreprise effectue des ventes à l'exportation de produits agricoles].

Disciplines

3. Afin d'assurer l'élimination des pratiques ayant des effets de distorsion des échanges en ce qui concerne les entreprises commerciales d'État exportatrices de produits agricoles décrites ci-dessus, les Membres:

- a) élimineront parallèlement et proportionnellement à l'élimination de toutes les formes de subventions à l'exportation, y compris celles qui sont liées à l'aide alimentaire et aux crédits à l'exportation:
 - i) les subventions à l'exportation, définies à l'article 1 e) de l'Accord sur l'agriculture du Cycle d'Uruguay, qui sont actuellement accordées, d'une manière compatible avec les obligations existantes au titre de l'article 3:3 de l'Accord sur l'agriculture du Cycle d'Uruguay, à une entreprise commerciale d'État exportatrice de produits agricoles ou par elle;
 - ii) le financement par les pouvoirs publics des entreprises commerciales d'État exportatrices de produits agricoles, l'accès préférentiel aux capitaux ou d'autres privilèges spéciaux en ce qui concerne les facilités de financement ou de refinancement par les pouvoirs publics, les emprunts, les prêts ou les garanties par les pouvoirs publics pour les emprunts ou prêts commerciaux, à des taux inférieurs à ceux du marché; et
 - iii) la garantie des pouvoirs publics contre les pertes, directe ou indirecte, les pertes ou le remboursement des coûts ou les réductions ou annulations des

¹ "Entreprises gouvernementales et non gouvernementales, y compris les offices de commercialisation, auxquelles ont été accordés des droits ou privilèges exclusifs ou spéciaux, y compris des pouvoirs légaux ou constitutionnels, dans l'exercice desquels elles influent, par leurs achats ou leurs ventes, sur le niveau ou l'orientation des importations ou des exportations."

dettes dus aux ou par les entreprises commerciales d'État exportatrices de produits agricoles pour leurs ventes à l'exportation;

- iv) [pour 2013, l'utilisation des pouvoirs de monopole d'exportation de produits agricoles en ce qui concerne ces entreprises.]
- b) feront en sorte que, dans l'exercice de leurs pouvoirs de monopole d'exportation de produits agricoles, ces entreprises n'agissent pas d'une manière qui, *de jure* ou *de facto*, contourne effectivement les dispositions énoncées aux alinéas i) à iii) ci-dessus.

Traitement spécial et différencié

4. Nonobstant le[s] paragraphe[s] 3 a) iv) et] 3 b) ci-dessus, les entreprises commerciales d'État exportatrices de produits agricoles dans les pays en développement Membres qui jouissent de privilèges spéciaux pour préserver la stabilité des prix à la consommation intérieurs et assurer la sécurité alimentaire seront autorisées à maintenir ou à utiliser des pouvoirs de monopole d'exportation dans la mesure où ils ne seraient pas par ailleurs incompatibles avec les autres dispositions du présent accord ni celles des autres Accords de l'OMC.

5. Dans les cas où un pays en développement Membre aura une entreprise commerciale d'État exportatrice de produits agricoles ayant des pouvoirs de monopole d'exportation, cette entreprise pourra aussi continuer de maintenir ou d'utiliser ces pouvoirs, même si le but pour lequel cette entreprise a de tels privilèges ne peut pas être considéré comme étant caractérisé par l'objectif: "préserver la stabilité des prix à la consommation intérieurs et assurer la sécurité alimentaire". Une telle faculté ne sera toutefois admissible que pour une entreprise dont la part des exportations mondiales du produit ou des produits agricoles considérés est inférieure à 5 pour cent, pour autant que la part de l'entité dans les exportations mondiales du produit ou des produits considérés n'excède pas ce niveau pendant trois années consécutives, et dans la mesure où l'exercice de ces pouvoirs de monopole n'est pas par ailleurs incompatible avec les autres dispositions du présent accord ni à celles des autres Accords de l'OMC.

6. En tout état de cause, les entreprises commerciales d'État exportatrices de produits agricoles dans les pays les moins avancés Membres et les petites économies vulnérables Membres, qu'elles jouissent ou non de tels privilèges spéciaux pour préserver la stabilité des prix à la consommation intérieurs et assurer la sécurité alimentaire, seront autorisées à maintenir ou à utiliser des pouvoirs de monopole pour les exportations de produits agricoles dans la mesure où ils ne seraient pas par ailleurs incompatibles avec les autres dispositions du présent accord ni celles des autres Accords de l'OMC.

Suivi et surveillance

7. Tout Membre qui maintient une entreprise commerciale d'État exportatrice de produits agricoles notifiera au Comité de l'agriculture, sur une base annuelle, les renseignements pertinents concernant la nature et les opérations de l'entreprise. Cela, conformément aux pratiques habituelles de l'OMC et aux considérations normales relatives à la confidentialité commerciale, nécessitera la communication en temps voulu et transparente de renseignements sur chacun des droits ou privilèges exclusifs ou spéciaux accordés à de telles entreprises au sens du paragraphe 1 ci-dessus, qui soient suffisants pour assurer une transparence effective. Les Membres notifieront tous avantages, non notifiés par ailleurs au titre d'autres disciplines de l'OMC, qui résultent pour une entreprise commerciale d'État exportatrice de tous droits et privilèges spéciaux, y compris ceux qui ont un caractère financier. À la demande de tout Membre, un Membre qui maintient une entreprise commerciale d'État exportatrice fournira, sous réserve des considérations normales relatives à la confidentialité commerciale, les renseignements demandés concernant les ventes à l'exportation de produits agricoles de l'entreprise, le produit exporté, le volume du produit exporté, le prix à l'exportation et la destination des exportations.

DOCUMENT DE TRAVAIL N° 3

ANNEXE F

ACCORD SUR L'AGRICULTURE – NOUVEL ARTICLE 10:4 POSSIBLE

AIDE ALIMENTAIRE INTERNATIONALE

1. Les Membres réaffirment leur engagement de maintenir un niveau adéquat d'aide alimentaire internationale (ci-après dénommée aide alimentaire¹), de prendre en compte les intérêts des bénéficiaires de l'aide alimentaire² et de faire en sorte que les disciplines figurant ci-après n'entravent pas de manière involontaire la livraison de l'aide alimentaire fournie pour faire face aux situations d'urgence. Les Membres feront en sorte que l'aide alimentaire soit fournie en pleine conformité avec les disciplines ci-après, assurant ainsi la réalisation de l'objectif consistant à empêcher le détournement commercial.

Disciplines générales applicables aux transactions au titre de l'aide alimentaire

2. Les Membres feront en sorte que toutes les transactions au titre de l'aide alimentaires'effectuent conformément aux dispositions ci-après:

- a) elles sont déterminées par les besoins;
- b) elles s'effectuent intégralement sous forme de dons;
- c) elles ne sont pas liées directement ou indirectement aux exportations commerciales de produits agricoles ou d'autres marchandises et services;
- d) elles ne sont pas liées aux objectifs de développement des marchés des Membres donateurs; et
- e) les produits agricoles fournis à titre d'aide alimentaire ne seront pas réexportés. Toutefois, la réexportation à des fins d'aide alimentaire d'urgence uniquement est admissible, mais seulement dans les cas où, pour des raisons logistiques et afin d'accélérer la fourniture de l'aide alimentaire d'urgence pour un autre pays se trouvant dans une situation d'urgence, cela se produit en tant que partie intégrante d'une transaction au titre de l'aide alimentaire d'urgence qui est elle-même par ailleurs autrement en conformité avec les dispositions du présent accord.

3. La fourniture de l'aide alimentaire tiendra pleinement compte des conditions du marché local pour les mêmes produits ou les produits de remplacement. Les Membres s'abstiendront de fournir une aide alimentaire en nature dans les situations où cela causerait, ou dans les situations où il serait raisonnablement prévu qu'elle causerait, un effet défavorable sur la production locale ou régionale des mêmes produits ou des produits de remplacement.³ Les Membres sont encouragés à acheter dans la

¹ Sauf indication contraire, l'expression aide alimentaire s'entend des dons au titre de l'aide alimentaire aussi bien en nature qu'en espèces.

² Il faut souligner que le gouvernement bénéficiaire a un rôle et une responsabilité de premier plan dans l'organisation, la coordination et la mise en œuvre des activités d'aide alimentaire sur son territoire.

³ Il est concevable qu'il pourrait y avoir des circonstances dans lesquelles la stricte application de cette obligation aurait pour effet de constituer une entrave involontaire à la capacité des Membres de répondre pleinement et effectivement à un besoin réel au moyen d'une aide alimentaire en nature dans une situation d'urgence envisagée aux paragraphes 4 à 8 ci-après. Il est par conséquent reconnu que, dans une telle situation

mesure du possible l'aide alimentaire auprès de sources locales ou régionales, à condition que cela ne soit pas indûment préjudiciable à la disponibilité et aux prix des produits alimentaires de base sur ces marchés. Les Membres s'engagent à faire tout leur possible pour s'orienter progressivement vers plus d'aide alimentaire en espèces.

Autres disciplines concernant les transactions au titre de l'aide alimentaire dans les situations d'urgence (catégorie sûre)

4. Pour faire en sorte qu'il n'y ait pas d'entrave involontaire à la fourniture de l'aide alimentaire durant une situation d'urgence, l'aide alimentaire fournie dans de telles circonstances (en espèces ou en nature) relèvera de la catégorie sûre et, par conséquent, sera réputée être en conformité avec le présent accord, à condition:

- a) qu'il y ait eu une déclaration d'une situation d'urgence par le pays bénéficiaire, ou par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies; ou
- b) qu'il y ait eu un appel d'urgence émanant d'un pays⁴, d'une institution pertinente des Nations Unies, y compris le Programme alimentaire mondial et le Processus d'appels consolidés des Nations Unies; du Comité international de la Croix-Rouge et de la Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge; [d'une institution intergouvernementale régionale ou internationale pertinente, d'une organisation humanitaire non gouvernementale de réputation bien établie œuvrant traditionnellement en collaboration avec les institutions précédentes]; et

dans l'un ou l'autre cas, qu'il y ait une évaluation des besoins conduite par une institution pertinente des Nations Unies, y compris le Programme alimentaire mondial; le Comité international de la Croix-Rouge et la Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge⁵.

5. Après la déclaration de situation d'urgence ou l'appel d'urgence visés au paragraphe 4 ci-dessus, il est fort possible qu'il y ait une période pendant laquelle le résultat de l'évaluation des besoins ne sera pas encore disponible. Aux fins du présent accord, cette période sera réputée être d'une durée de 3 mois. Si un Membre quel qu'il soit considère que l'aide alimentaire en question ne satisferait pas aux conditions visées au paragraphe 4 ci-dessus, aucune procédure de règlement des différends ne pourra être engagée pour ces motifs tant que la période n'aura pas pris fin (à condition que l'institution pertinente des Nations Unies responsable de l'évaluation des besoins n'ait pas établi, pendant cette période, une évaluation négative). Dans les cas où, au cours ou à la fin de cette période, l'institution pertinente des Nations Unies aura effectué une évaluation des besoins positive et où il aura été satisfait aux autres conditions du paragraphe 4, l'aide alimentaire en question restera ensuite

d'urgence, les Membres pourront être autorisés à déroger à la stricte application de cette obligation, mais uniquement et strictement dans la mesure où cela sera une conséquence nécessaire et inévitable de la nature de l'urgence elle-même de telle façon que le fait d'agir en stricte conformité compromettrait manifestement la capacité d'un Membre de réagir effectivement pour répondre à un besoin humanitaire. En outre, un Membre sera en tout état de cause obligé d'éviter ou, si cela n'est pas possible compte tenu des circonstances, de réduire au minimum les effets défavorables sur la production locale ou régionale au moyen de la fourniture d'une aide alimentaire en nature qui est par ailleurs en conformité aux dispositions des paragraphes 4 à 8 ci-après.

⁴ [Il est entendu qu'une ONG peut participer au déclenchement en travaillant soit avec un donateur soit avec un pays bénéficiaire.]

⁵ L'évaluation des besoins devrait être faite avec la participation du gouvernement bénéficiaire et pourra faire intervenir une organisation intergouvernementale régionale pertinente ou une ONG mais, si ces dernières institutions peuvent être ainsi associées, c'est l'institution pertinente des Nations Unies qui sera responsable de l'autorisation initiale et de l'approbation finale de l'évaluation des besoins.

dans la catégorie sûre à condition qu'elle soit aussi en conformité avec toutes les autres dispositions pertinentes du présent accord.

6. [Il n'y aura pas de monétisation de l'aide alimentaire relevant de la catégorie sûre.]

7. Une notification *ex post* sera requise des donateurs à intervalles de six mois afin de garantir la transparence.

8. Sous réserve qu'elle reste conforme aux autres dispositions du présent accord, l'aide alimentaire qui est en conformité avec le paragraphe 4 pourra être assurée tant que la situation d'urgence subsistera sous réserve d'une évaluation de la persistance d'un besoin réel découlant de l'apparition initiale de la situation d'urgence. Il appartiendra à l'institution pertinente des Nations Unies d'établir une telle détermination.

Autres disciplines concernant les transactions au titre de l'aide alimentaire dans les situations autres que d'urgence

9. En plus des disciplines applicables au titre des paragraphes 1 à 3 ci-dessus, l'aide alimentaire dans les situations autres que d'urgence ne relevant pas de la catégorie sûre sera:

- a) fondée sur une évaluation des besoins par une organisation multilatérale tierce identifiée, y compris des organisations non gouvernementales humanitaires travaillant en partenariat avec des institutions spécialisées des Nations Unies;
- b) ciblée sur le besoin tel qu'il aura été identifié dans cette évaluation;
- c) fournie pour répondre à des objectifs de développement ou à des besoins nutritionnels spécifiques tels qu'ils auront été identifiés dans l'évaluation des besoins; et
- d) [fournie d'une manière compatible avec l'objectif consistant à empêcher le détournement commercial. Il y aura détournement commercial dans les cas où: (texte à fournir).]

10. La monétisation de l'aide alimentaire en nature sera [prohibée sauf dans les cas] [admissible mais les Membres s'efforceront de la limiter aux situations] où elle est nécessaire pour financer des activités qui sont directement liées à la livraison de l'aide alimentaire au bénéficiaire, ou à l'achat d'intrants agricoles. Une telle monétisation aura lieu sous l'autorité d'une institution pertinente des Nations Unies travaillant en partenariat avec le gouvernement bénéficiaire et conformément aux critères établis par cette institution de telle façon que le détournement commercial sera évité ou, si ce n'est pas possible, au moins réduit au minimum.⁶

⁶ [Dans les cas où un Membre cherchera à fournir une aide alimentaire faisant intervenir une monétisation n'ayant pas lieu comme il est prévu dans cette disposition, une notification écrite concernant la transaction proposée (ou le programme de transactions proposé) sera transmise au Comité de l'agriculture pour étude et examen. Une telle notification spécifiera par écrit toutes les circonstances applicables, y compris la raison d'être de la transaction proposée, tous les détails de la transaction proposée et comment il est proposé d'éviter le détournement commercial ou, si ce n'est pas possible, au moins de le réduire au minimum. Le Comité de l'agriculture examinera la notification à une session extraordinaire du Comité de l'agriculture qui sera convoquée dans les 30 jours suivant la réception de la notification ou à sa réunion suivante programmée, si celle-ci a lieu plus tôt. Au cas où les Membres ne feraient pas objection à la transaction, après l'examen, le Membre proposant pourra agir en conséquence. Au cas où des Membres feraient objection à la transaction ou demanderaient qu'elle soit modifiée, et où le Membre proposant souhaiterait agir quand même, la question sera renvoyée immédiatement à un groupe d'experts permanent qui rendra son jugement sur la transaction proposée dans les 30 jours. Toute transaction proposée sera différée dans l'attente de ce jugement, qui sera contraignant.]

Suivi et surveillance

11. Les Membres donateurs de l'aide alimentaire seront tenus de notifier au Comité de l'agriculture, sur une base annuelle, les données ci-après: